

Grandir au temps du Covid

ÉVÉNEMENT

Image non disponible.
 Restriction de l'éditeur

Il ne cédera pas. Ni aux quelques pressions syndicales, ni à celles des médias, encore moins aux peurs de quelques-uns. D'autant que l'opinion est avec lui, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, en est convaincu. Et puis, laisser les écoles ouvertes, « *c'est un atout pour la France, et cela doit être une fierté collective* », argue-t-il d'ailleurs régulièrement. Cette fois, cependant, une étude Ifop, publiée dans *le Journal du dimanche* du 31 janvier, est venue confirmer ce soutien populaire. Dans celle-ci, 63 % des Français se disent défavorables à la fermeture des établissements scolaires, que l'épidémie prenne encore plus d'ampleur ou non. Un plébiscite, enfin, alors que le ministre se perdait depuis quelque temps dans des eaux agitées, de réformes mal acceptées à des protocoles sanitaires bancals. Bien sûr, il existe quelques réfractaires, notamment du côté des « Stylos rouges », un collectif de professeurs pour qui le ministre « *ment depuis des mois* » concernant la contagiosité des enfants pour ne pas fermer les établisse-

BRAS DE FER
 AU GOUVERNEMENT

L'ÉCOLE, CE BIEN ESSENTIEL

Depuis la rentrée de septembre 2020, le ministre de l'Éducation nationale, **Jean-Michel Blanquer**, s'acharne à vouloir maintenir les écoles ouvertes. Une position qui fait désormais plutôt consensus dans le milieu éducatif. **PAR ANTHONY CORTES**

ments. « *Ily a toujours des peureux, tranche Pierre Favre, vice-président du Syndicat national des écoles (SNE). Mais aujourd'hui, chose rare, un consensus se dégage lors des réunions ministérielles. Tous les syndicats ou presque se prononcent en faveur d'un maintien de l'ouverture des écoles.* » Du côté du terrain, chez les enseignants, où la cote de popularité du ministre navigue en eaux troubles, on pense la même chose... sans soutenir, pour autant, un ministre qui a perdu une bonne part de ses troupes. « *Je suis convaincu, et nous le sommes tous, qu'il ne faut pas fermer les écoles, lâche Gwendoline, institutrice en classe de CE1 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). On a mis énormément de temps à retrouver un sérieux de classe. Fermer, cela voudrait dire perdre à nouveau nos habitudes de travail. Et puis, pour le moral des enfants, c'est important de tenir. Si on ferme, certains vont lâcher. Beaucoup plus que l'année dernière.* » Et de poursuivre : « *Même si c'est la position du ministre, mais aussi la nôtre, personne ne peut se prétendre son*

Eliot Blaudet / Sipa





soutien. Depuis des mois, c'est l'improvisation permanente. Les décisions, nous les apprenons dans les médias, et elles sont régulièrement changeantes. Et, au-delà, le manque d'investissement pour garantir de bonnes conditions de travail est d'un mépris constant. Pour être franche, on ne l'écoute même plus, on ne lui fait plus confiance. On ne croit plus qu'en nous-mêmes. »

Sauver ce qui peut l'être

Pourtant, le ministre « se démène » en interne pour que les écoles restent ouvertes malgré les « pressions » de son homologue de la Santé, nous rapportent des voix de la Macronie. En témoigne cet avertissement d'Olivier Véran, lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre, Jean Castex, le 14 janvier : « Si la situation devait évoluer et que nous ayons une augmentation de la part du variant anglais, nous pourrions nous poser des questions sur une possible fermeture des écoles. » Or, du côté de la Rue de Grenelle, la ligne a toujours été claire : ouverture des écoles et rien d'autre. Néanmoins, l'hypothèse d'un chamboulement du calendrier des vacances scolaires, proposé par Jean-François Delfraissy, pré-

sident du conseil scientifique, a fait son chemin dans l'espace politico-médiatique : « On peut imaginer de fondre toutes les zones en une seule, de décider de fermer les écoles trois semaines au lieu de deux, et de confiner sur cette période. On rouvrirait ensuite les écoles début mars au retour des vacances avec une surveillance extrêmement attentive. » Bref, une fermeture, mais qu'on baptise « vacances ». Une piste sur la table, certes, nous dit-on du côté du ministère, mais loin d'être privilégiée. « Nous venons de terminer les évaluations de mi-CP et les premiers résultats donnent un tableau plutôt réconfortant, assure Pierre Favre. On a évité une casse immense par la seule mobilisation inouïe des enseignants, c'est pourquoi il serait particulièrement dommageable de tout détruire en fermant les établissements à nouveau. » En fait de « fierté », l'enjeu est désormais de sauver ce qui peut l'être. Pas seulement l'économie, comme le répète Jean Castex depuis des semaines, mais l'équilibre psychologique des enfants, leur capacité à se construire comme élèves, à apprendre, à progresser. Parce que les dégâts se paieront dans dix ou quinze ans, et que la facture sera plus lourde pour les plus fragiles. ■

LES DÉGÂTS POSSIBLES

À COURT TERME

Du côté du secondaire, selon la formule d'enseignement adoptée, hybride ou non, des inégalités se creusent et risquent de se prolonger entre les élèves en fonction de leur établissement. Par ailleurs, le contexte sanitaire peut avoir une influence sur les choix d'orientation

des lycéens, qui se contenteront de salons ou de journées portes ouvertes en ligne.

À MOYEN ET LONG TERME

Chez les plus jeunes, dans le premier degré, les enseignants joints par *Marianne* précisent s'inquiéter plus des dégâts qui pourraient être constatés dans les années à venir

que dans les prochaines semaines. À leur entrée au collège, plus précisément, autour des matières dites « fondamentales » (mathématiques et français), alors même que les enquêtes internationales pointent déjà, chaque année, les immenses carences des élèves français. ■
H.B. ET A.C.

